

La souveraineté par l'emmurement

Sylvaine BULLE

Dans un contexte de globalisation généralisée, les murs de fortification gagnent du terrain un peu partout dans le monde. Pour le philosophe Wendy Brown, ce phénomène traduit un besoin de restauration des États-nations.

Recensé : Wendy Brown. *Murs. Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Les Prairies Ordinaires, 2009. 206 p., 15 €.

Les lecteurs de Wendy Brown, professeur de philosophie à Berkeley, retrouveront dans cet ouvrage ses réflexions développées précédemment sur les rapports entre néolibéralisme et démocratie¹. L'auteur se penche ici sur les murs de sécurité construits à différentes frontières et forge une analyse du déclin de l'État-nation dans le contexte actuel de la globalisation. Pourquoi assiste-t-on à la « contagion » de la fortification à une époque où les moyens de contrôle technologiques, informatiques des flux et le système de surveillance mondialisé sont des plus sophistiqués ? Brown voit dans l'émergence des murs une manifestation du besoin de restauration des États-nations, de leur pouvoir de délimitation et de protection. Sans préjugés ou rattachement doctrinaire, cette étude se signale donc par son caractère lucide sur les rapports entre État ou souveraineté politique et globalisation. L'ouvrage trouve son centre de gravité dans une réflexion critique sur la souveraineté libérale tout en ouvrant de nouvelles pistes qui empruntent notamment à la psychanalyse pour cerner la question des murs.

¹ Cf. Wendy Brown, *Les habits neufs de la politique mondiale*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007.

Crise de la souveraineté politique dans la globalisation

L'auteur prend comme toile de fond les murs construits pour des raisons de sécurité nationale et qui strient la planète. C'est le cas en Israël ou à la frontière égyptienne avec la bande de Gaza, à la frontière mexico-américaine, en Inde, ou encore le long de la frontière avec le Cachemire, en Thaïlande avec la Malaisie. Les barrières sont destinées également à retenir les flux migrants (en Afrique du Nord, en Chine le long de la frontière avec la Corée du nord). Mais l'auteur ne prétend pas produire un essai documenté et factuel sur ces dispositifs de contrôle. La remarque a son importance dans la mesure où les rapports entre souveraineté et territoire sont largement au cœur du courant critique radical américain (comme chez Mike Davis ou David Harvey), qui met en avant les tensions propres au capitalisme ou au néo-libéralisme, avec les nouvelles formes de partition voire de sécession territoriale (des enclaves du libéralisme aux *gated-communities*)².

Pour Brown, les murs seraient d'abord les signes de la fin de la fin de l'ordre international consacré par la paix de Westphalie. La référence constante à Schmitt soutient l'armature de l'ouvrage et son analyse de la souveraineté politique dans la modernité tardive : suprématie des États comme forme politique et faisant acte d'autorité sur le peuple, territorialité et *nomos* marquant l'ordre politique (avec une délimitation spatiale d'un territoire le séparant d'un autre). Cette souveraineté politique de l'État-nation serait-elle en train de disparaître ?

La construction actuelle des murs et autres barrières de sécurité, même si elle s'effectue dans des situations distinctes (le cas israélien ne pouvant être mis sur le même plan que le cas mexicain), est une hyperbole de l'impuissance des États à gouverner par le droit et la norme. Comparés au pouvoir microphysique, déterritorialisé et mobile (en raison de la généralisation des flux transnationaux financiers et humains, de la violence liée aux réseaux religieux, politiques), les murs apparaissent comme des forteresses archaïques dans la mesure où l'exercice du pouvoir ou de la violence, est dissocié territorialement des États. Les murs n'exprimeraient alors qu'une mise en scène du déclin des États ou de leurs tentatives de restaurer leur autorité, notamment en face d'acteurs non identifiés (comme les groupes criminels ou mafieux).

² Voir par exemple Mike Davis, *Dead Cities*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2009 ; David Harvey, *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2008.

Cependant, l'analyse ne suit pas celle de la théorie critique tendue vers l'explication d'une généralisation de l'état d'exception permanent, autrement dit de la suspension générale de l'état de droit. On sait que cette thèse d'Arendt, remise au goût du jour par Agamben³, est largement utilisée dans les essais critiques portant notamment sur les politiques israéliennes ou américaines (en Irak, en Afghanistan et à Guantanamo), ces analyses ayant pour particularité d'examiner les modes de gouvernementalité ou la façon dont le pouvoir d'État s'exerce, en particulier sur les minorités. L'auteur revient plutôt sur l'articulation entre souveraineté individuelle et étatique, qu'elle examine à partir d'une relecture de Rousseau, Locke et Hobbes. Les démocraties libérales tendent à dissocier pouvoir du peuple et action de l'État et se donnent, au nom du peuple, le pouvoir de suspendre le droit, d'intervenir militairement, de gouverner en dehors de leur juridiction ou encore de construire des fortifications. Ce décisionnisme marque une certaine « souveraineté du politique » (p. 83) en dehors de toute normativité, l'État procédant d'une forme de domination politique sur les autres pouvoirs ou sur toute forme d'opposition démocratique.

Ici, l'auteur soutient l'idée d'un nouvel *homo munitus*, d'un sujet défensif ou passif à l'intérieur des murs construits pour sa sécurité. Brown se demande si la construction généralisée des murs ne correspond pas à une stratégie des États : dépouiller les citoyens nationaux de leur subjectivité politique, fabriquer des prisonniers volontaires à l'intérieur de murs, la « bunkerisation » devenant un mode de vie, une forme d'imaginaire collectif pour se protéger de l'extérieur. L'auteur prend le cas du mur israélien qui permettrait, selon elle, de transférer la domination d'Israël sur la figure d'un subordonné menaçant et violent, d'engendrer de nouvelles formes de xénophobie à l'intérieur ou à l'extérieur, qui elles-mêmes encourageraient la violence palestinienne⁴. L'exercice d'une souveraineté politique agirait alors comme une protection du peuple et produirait un éthos de type défensif, une démocratie emmurée.

D'autre part, les États constructeurs de murs assurent une médiation entre le global et la vie politique nationale et font apparaître une souveraineté « brouillée ». En se protégeant contre les menaces extérieures – de la main d'œuvre illégale aux terroristes, aux différentes économies parallèles et trafics en tout genre (comme à Gaza ou le long de la frontière mexicaine) – ils font apparaître des formes d'association politique contraires aux intérêts

³ Voir en particulier Giorgio Agamben, *Homo Sacer II. État-d'exception*, Paris, Seuil, 2003.

⁴ Voir notamment les pages 37 à 43.

nationaux. L'auteur mentionne le cas des milices armées exerçant en Arizona (les *Minutemen*) s'appropriant des prérogatives étatiques comme celui du contrôle des frontières et la régulation du commerce. La référence à Foucault sur la rationalité libérale⁵ telle qu'elle se diffuse à l'échelle du sujet (entrepreneuriat, utilitarisme et intérêt individuel) permet d'expliquer l'intériorisation de la notion de crime dans le modèle marchand dès lorsque celui-ci fait valoir le principe de la rationalité économique. En un mot, il serait difficile de considérer les murs comme des îlots de sécurité, le néolibéralisme libérant toutes les forces individuelles, transposées dans des activités politiques ou commerciales ingouvernables par le droit.

Cette thèse n'est pas sans évoquer celle de Hardt et Negri dans *Empire*⁶ considérant la souveraineté économique comme imposant ses modes de pouvoir et sa gouvernance et dégradant l'État à un rôle de manager du capitalisme international. Brown s'en défend : les murs inventent les sociétés qu'ils délimitent. L'émergence des murs ne doit pas s'analyser strictement sous l'angle de la dissolution de la souveraineté juridique et étatique mais au contraire du retour d'une souveraineté du politique (avec le retour d'une appropriation, comme registre défensif, voire d'une dimension théologique de la souveraineté comme imitation du pouvoir de Dieu).

Une mise en scène de la souveraineté ou de son déclin ?

En réalité, écrit Brown, il y a bien lieu de prendre en compte une forme de théâtralité de la souveraineté étatique et de son déclin. Alors que les résultats en matière de sécurité nationale, de filtrage des trafics ou de l'immigration clandestine sont faibles (comme à la frontière mexicaine), les murs sont en réalité destinés à mettre en scène une image rassurante des États, dans la gestion des flux de biens et de personnes ou de la sécurité intérieure. Citant un riverain de l'Arizona vivant à proximité du mur construit sur la frontière avec le Mexique, Brown écrit : « le gouvernement ne contrôle pas la frontière. Il contrôle ce que les Américains pensent de la frontière » (p. 143). Les murs produisent l'image de nations intactes, autonomes politiquement et restaurées dans leurs capacités protectrices. La souveraineté de type néolibérale peut se draper d'une aura religieuse, pour se donner l'illusion d'une puissance. Ainsi les États-Unis affirment une souveraineté théologico-politique au fur et à mesure que s'amenuise le pouvoir de ce pays. L'État d'Israël affirme au fil du temps son caractère

⁵ Voir en particulier Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil, 2004.

⁶ Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000.

religieux pour justifier son existence et la défense de son identité nationale afin « d'apparaître moins aberrant qu'il ne l'aurait été voici cinquante ou cent ans » (p. 96). Dépassant la thèse de Saskia Sassen⁷ sur la dénationalisation de la vie locale et de la renationalisation de la vie politique (par l'appel à la préférence nationale, le nationalisme étatique ou le protectionnisme), Brown avance même l'idée d'une « théologie de l'emmurement » (p. 106).

Désirs de murs, fantasmes de démocratie et illusion

L'auteur analyse alors toute une phénoménalité des murs et revient sur leurs dimensions psychiques et symboliques. C'est ici que l'approche est la plus originale et risquée. Les murs dans leur matérialité ramènent à la vulnérabilité humaine et au désir de protection : celui des États et ceux des sujets eux-mêmes. Les forteresses et barrières de sécurité remettent alors en circuit le lien qui unit souveraineté du sujet et souveraineté politique. Elles construisent un affect, plus ou moins mouvant selon les discours de peur et de menace, les États amalgamant le désir de protection par la communauté et la production d'une souveraineté au moyen de l'édification. Les murs sont alors chargés de redéfinir un *nomos* symbolique et spatial avec le monde extérieur, bien qu'il soit en réalité impossible pour la communauté de délimiter cet extérieur.

Mais selon l'auteur, le besoin de protection des sujets reste tangible dans la mondialisation. Celle-ci exacerbe le fantasme de pureté de la nation confrontée à des figures extérieures à la communauté politique (le migrant et le terroriste, et autres trafiquants qui prennent les traits d'un étranger hostile). La globalisation ou le néo-libéralisme économique ou politique n'atténuent en rien le lien qui unit identité individuelle et identité nationale dès lors que l'extérieur concentre la menace. D'où la parfaite rhétorique discursive nationale, construite, selon l'auteur, par des États comme Israël ou les États-Unis : la nation véhicule l'image d'une démocratie humaniste ou d'une nation juste, capable de se défendre et de protéger, rejetant hors les murs l'envahisseur. Ainsi, les barrières mettent à jour le caractère ontologique des identités en créant sur le plan optique et politique une séparation entre le bon et l'impur. Les murs et autres dispositifs de sécurité peuvent être vus comme des fétiches ou même des icônes visant à transformer la nation en foyer familial et à fixer un horizon psychique sécurisant, conforme à l'imaginaire collectif d'une souveraineté politique et étatique restaurée dans ses murs, loin du monde trop global. À ce stade de sa réflexion, Brown

⁷ Voir notamment Saskia Sassen, *Critique de l'État*, Paris, Demopolis, 2009.

se risque à une interprétation freudienne de la fortification comme lutte entre intime et extime, entre le moi et l'autre, l'identité et l'étrange, mais également de la nation (« genrée » car « femelle pénétrable ») protégée par l'État souverain masculin (p. 203). De même, la référence freudienne à l'hystérie de défense individuelle liée à une peur ou à une phobie s'appliquerait à l'État-souverain, celui-ci convertissant son angoisse en défense psychique et favorisant la résurgence d'un moi national au prix de son raidissement.

Là où la critique radicale, notamment dans le cas israélien, a extrapolé le paradigme du pouvoir disciplinaire ou du biopouvoir, Brown libère la question de la souveraineté de son enfermement sur la question du droit (Agamben), de l'espace (Davis) ou du capitalisme (Hardt et Negri), en donnant plus d'importance à la question de la représentation collective ou de la subjectivité. À l'issue de cet essai, les murs apparaissent comme autant de manifestations du désir collectif de défense, offrant des pouvoirs immenses et destructeurs que l'homme est incapable de comprendre et de contrôler.

Publié dans laviedesidees.fr, le 2 juin 2010

© laviedesidees.fr